



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
Division de NANCY

Nancy, le 3 mai 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BOLLORE ENERGIE (ex-SOCOTHERM DSB)**

104, rue Emile Levassor  
Z. I. du Franclos  
54710 LUDRES

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2022 dans l'établissement BOLLORE ENERGIE (ex-SOCOTHERM DSB) implanté 104, rue Emile Levassor Z. I. du Franclos - 54710 LUDRES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées (ICPE) et de l'action régionale « Surveillance des émissions des grandes installations de combustion ».

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOLLORE ENERGIE (ex-SOCOTHERM DSB)
- 104, rue Emile Levassor Z. I. du Franclos - 54710 LUDRES
- Code AIOT dans GUN : 0006205565
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Les installations de stockage et de distribution de liquides inflammables, qu'exploite la société BOLLORE ENERGIE sur le territoire de la commune de LUDRES, sont autorisées par l'arrêté préfectoral n° 16916 du 12 septembre 1995, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 17036 du 4 octobre 1996 et n° 2015-0273 du 19 novembre 2015.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Surveillance des émissions (action régionale)
- Suite de l'inspection précédente
- Prévention des pollutions et des risques accidentels

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 12/09/1995, article 4.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déchets	Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 8.3 (annexe I)	/	Sans objet
Installation électrique de la station	Arrêté Préfectoral du 12/09/1995, article 6.5	/	Sans objet
Risques	Arrêté Préfectoral du 12/09/1995, article 6.9	/	Sans objet
Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 12/09/1995, article 5.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/11/2015, article 1	/	Sans objet
Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 12/09/1995, article 4.2	/	Sans objet
Stockage de liquide inflammable	Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 4	/	Sans objet
Exploitation et entretien	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4.5	/	Sans objet
Exploitation et entretien	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4.3	/	Sans objet
Détection de fuite (étanchéité)	Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 15	/	Sans objet
Dispositif de sécurité	Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 11	/	Sans objet
Events	Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 13	/	Sans objet
Implantation et aménagement	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 3.9	/	Sans objet
Implantation et aménagement	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 3.6	/	Sans objet
Installation électrique de la station	Arrêté Préfectoral du 12/09/1995, article 6.5	/	Sans objet
Exploitation et entretien	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4.6	/	Sans objet
Aménagement et construction des appareils de distribution et de remplissage	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 5.8.3	/	Sans objet
Air	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 7.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En premier lieu, l'inspection constate que l'exploitant ne dispose pas d'installation de combustion classée au sein de la nomenclature des installations classées. L'installation n'est donc pas concernée par l'action régionale susmentionnée. Par ailleurs, l'exploitant ne stocke pas d'essence sur son site de LUDRES ce qui implique qu'il n'a pas d'obligation à disposer de dispositifs de récupération de vapeurs. L'exploitant stocke uniquement du fioul, du gazole routier et du GNR.

S'agissant des autres constats effectués le jour de la visite de contrôle pouvant générer notamment des suites en fonction des réponses apportées, l'inspection note principalement :

- la présence de souillure de carburants sur différentes zones de l'installation (aires de distribution et de remplissage ainsi que l'aire de stationnement des camions) lesquelles pourraient générer des pollutions au niveau des sols et des eaux,
- l'absence de zone étanche pour le stockage de déchets,
- la nécessité de rappeler les consignes relatives à l'interdiction de fumer au niveau de la zone de distribution et des autres zones à risque. L'objectif étant de réduire la probabilité de survenue du risque d'incendie ou d'explosion, principaux risques de ce site,
- l'absence de formalisation des suivis de certains contrôles (bon fonctionnement des alarmes).

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2015, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités autorisées (et capacités associées)
<b>Prescription contrôlée :</b> 1434-1-a (Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables. Installation de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant supérieur à 100 m <sup>3</sup> /h) : 186,5 m <sup>3</sup> /h (régime A) 4734-1-c (Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant pour les stockages enterrés ou en double enveloppe avec système de détection de fuite : supérieure ou égale à 250 tonnes au total mais inférieure à 1 000 tonnes au total) : 597 tonnes de liquides inflammables réparties en : <ul style="list-style-type: none"><li>• 594 t stockées dans les cuves liées à l'installation de distribution de liquides inflammables (4 cuves de fuel domestique de 100 m<sup>3</sup> chacune ; 2 cuves de 100 m<sup>3</sup> de GNR (gazole non routier) ; 1 réservoir de 100 m<sup>3</sup> (60/40) de gazole routier ; 1 réservoir de 2 m<sup>3</sup> d'additifs),</li><li>• 3 t stockées dans 1 cuve de 3 m<sup>3</sup> de fuel domestique destinée au chauffage des bureaux.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que l'exploitant a changé de dénomination sociale (BOLLORE ENERGIE devenue BOLLORE ENERGY).  S'agissant des activités autorisées, l'inspection note qu'aucun changement des installations n'a été effectué.  Concernant la chaudière, l'inspection prend note qu'elle a une puissance thermique nominale de 33 kw et que par conséquent elle n'est pas classée sous la rubrique 2910 (installation de combustion) de la nomenclature des installations classées.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra informer de son changement de dénomination sociale le Préfet de Meurthe-et-Moselle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/1995, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, collecte des effluents liquides : aire de distribution et de déchargement
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'aire de distribution est constituée par la partie accessible à la circulation des véhicules du rectangle englobant les zones situées à moins de 4 mètres de la paroi des appareils de distribution. L'aire de distribution ou de remplissage de liquides inflammables doit être étanche aux produits susceptibles d'y être répandus et conçue de manière à permettre le drainage de ceux-ci. Les liquides ainsi collectés devront, avant leur rejet dans le milieu naturel, être traités au moyen de décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures munis d'un dispositif d'obturation automatique (...).  L'aire de déchargement de citernes de carburant doit être incombustible, étanche aux produits susceptibles d'y être répandus et conçue de manière à permettre le drainage de ceux-ci. Les liquides ainsi collectés devront, avant leur rejet dans le réseau d'eaux pluviales, être traités au moyen de décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures présentés ci-dessus. (...) ».
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les aires de distribution et de déchargement de liquides inflammables (carburants) présentent des fissures et ne sont pas, par conséquent, étanches.  Par ailleurs, l'inspection constate que les pourtours de ces aires sont également dégradés.  En outre, des traces de souillures de carburants sont présentes.
<b>Observations :</b> L'exploitant informera, le Préfet de Meurthe-et-Moselle, des actions qu'ils projettent de mettre en place pour rendre l'aire de distribution étanche ainsi que le délai de réalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/1995, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, collecte des effluents liquides : eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> « Un dispositif de collecte indépendant sera prévu en vue de recevoir les eaux de pluie provenant de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de remplissage et l'aire de dépotage des hydrocarbures. Ces eaux pluviales se déverseront à l'égout. Ce dispositif sera nettoyé aussi souvent que cela s'avérera nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. »
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas de remarque à formuler.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Stockage de liquide inflammable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'implantation des réservoirs et équipements annexes
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan d'implantation à jour, des réservoirs enterrés et de leurs équipements annexes, est présent dans l'installation. Les réservoirs sont repérés par une signalétique les identifiant par un numéro, par leur capacité et par le produit contenu, placée à proximité des événements et à proximité des orifices de dépotage.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan d'implantation notamment des réservoirs enterrés et certains équipements annexes comme les événements. Néanmoins, ce plan n'est pas complet.
<b>Observations :</b> L'exploitant actualisera le plan d'implantation de ses installations en indiquant sur ce dernier l'emplacement des équipements annexes lesquels sont définis à l'article 3 du titre A de l'arrêté du 18 avril 2008 susvisé (comme par exemple le stockage en réservoir enterré des déchets liquides provenant de la maintenance des chaudières chez les particuliers, emplacement précis du décanteur....).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Exploitation et entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Etat des stocks de liquides inflammables
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan « quantités réceptionnées, quantités délivrées » pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas de remarque à formuler.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Exploitation et entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Connaissance des produits Etiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b> L'inspection a vérifié la présence de FDS par échantillonnage ainsi que l'étiquetage des produits présents. L'inspection n'a pas de remarque à formuler.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Détection de fuite (étanchéité)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Détection de fuites
<b>Prescription contrôlée :</b> Les systèmes de détection de fuite des réservoirs et des tuyauteries sont de classe I ou II au sens de la norme EN 13160 dans sa version en vigueur à la date de mise en service du système ou de toute norme équivalente en vigueur dans la communauté européenne ou l'espace économique européen. (...) Entre deux contrôles par un organisme agréé, le fonctionnement des alarmes est testé annuellement par l'exploitant sans démontage du dispositif de détection de fuite. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas de remarque à formuler quant à l'emplacement des alarmes visuelles et sonores des détecteurs de fuite. Néanmoins, l'inspection constate que le suivi des tests de bon fonctionnement annuels des alarmes par l'exploitant ne sont pas formalisés bien qu'un document de suivi de ces contrôles élaboré par le siège soit disponible à cet effet.
<b>Observations :</b> L'exploitant veillera à formaliser le suivi des contrôles annuels des alarmes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Dispositif de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Limiteur de remplissage
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute opération de remplissage des réservoirs est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint. (...)
<b>Constats :</b> L'inspection note que le dépotage se fait par gravité et non sous pression. En outre, le dispositif de sécurité interrompant automatiquement le remplissage lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint est présent (flotteur).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Events**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipement d'événements fixes sur les réservoirs
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout réservoir est équipé d'un ou plusieurs tubes d'événement fixes (...).
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence d'événements pour chaque réservoir enterré.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2008, article 8.3 (annexe I)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (notamment prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs). La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la quantité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. Dans le cas de déchets issus du pétrole, ces derniers sont placés sur rétention.
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence de déchets (fûts ayant contenus des liquides comme des additifs classés notamment toxiques pour les organismes aquatiques, déchets solides...) sur des aires non étanches et la présence de déchets souillés (types gants utilisés lors du déchargement de carburant) dans des contenants situés à proximité des aires de déchargement.
<b>Observations :</b> L'inspection demande à l'exploitant de stocker les déchets sur des aires de stockage étanches dans des conditions prévenant tout risque de pollution chronique ou accidentelle. L'exploitant adressera au Préfet de Meurthe-et-Moselle les justificatifs quant aux changements de lieu de stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Implantation et aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation des appareils de distribution et de remplissage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les pistes, lorsqu'elles existent, et les aires de stationnement des véhicules en attente de distribution sont disposées de telle façon que les véhicules puissent évoluer en marche avant et puissent évacuer en marche avant desdits appareils de distribution. Les pistes et les voies d'accès ne sont pas en impasse. Les appareils de distribution et de remplissage sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas de remarque à formuler
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Implantation et aménagement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> (...). L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manoeuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an. La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation. Lorsque l'installation est exploitée en libre service sans surveillance, le dispositif de coupure générale ci-dessus prescrit est manoeuvrable à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie. Dans le cas d'une installation en libre-service sans surveillance, le déclenchement des alarmes et systèmes de détection précités, la mise en service du dispositif automatique d'extinction ainsi que la manoeuvre du dispositif de coupure générale sont retransmis afin d'aviser un responsable nommément désigné. (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'il vérifie le bon fonctionnement du dispositif de coupure générale annuellement mais que le suivi de ce contrôle n'est pas formalisé. Il convient que l'exploitant tienne à disposition la date du dernier contrôle effectué.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installation électrique de la station**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/1995, article 6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> (...). Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre. (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser l'analyse du risque foudre par l'APAVE en novembre 2015 laquelle conclue qu'il n'y a pas de nécessité de protéger le site contre la foudre. En revanche, une recommandation est formulée quant à l'interdiction d'utiliser les stations en période d'orages.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installation électrique de la station**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/1995, article 6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à la terre des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Les installations fixes de transfert de liquides inflammables, ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons devra présenter une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 ohms.
<b>Constats :</b> L'inspection constate visuellement que les installations fixes de transfert de liquides inflammables, ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques sont reliées à une prise de terre unique.  Néanmoins l'exploitant n'a pas pu justifier que la résistance de la continuité des liaisons est bien inférieure à 1 ohm et que la résistance de la prise de terre est inférieure à 10 ohms.
<b>Observations :</b> L'exploitant adressera au Préfet de Meurthe-et-Moselle la justification quant au respect de la valeur de la résistance de la continuité des liaisons et de la valeur de la résistance de la prise de terre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Exploitation et entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que le compte-rendu de vérification périodique Q18 établi par l'APAVE le 26/05/2021 indique que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion en raison d'une connexion défectueuse (connexion du conducteur de protection sur la pince de masse camion - poste 1). L'exploitant a fait réparer la connexion susmentionnée par une société spécialisée le 04/04/2022.
<b>Observations :</b> L'inspection n'a pas de remarque à formuler
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/1995, article 6.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie.
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'installation sera dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : • 1 borne incendie (distance 100 m) ; • 4 bacs à sable de 1000 l environ ; • 1 extincteur de 50 kg ; • 5 extincteurs de 9 kg. Ces dispositifs seront adaptés au risque à couvrir, en nombre suffisant et correctement répartis. Ils seront régulièrement entretenus par un technicien compétent. Les rapports d'entretien seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les prescriptions que doivent observer les transporteurs seront affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes. Elles concerneront notamment l'interdiction de fumer et d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu. »
<b>Constats :</b> S'agissant des moyens de lutte contre l'incendie, l'inspection a constaté qu'un des bacs à sable était presque vide. Néanmoins, l'inspection constate que l'exploitant dispose d'une grande quantité de sable en stock.  En revanche, l'inspection a constaté la présence d'un mégot de cigarette au niveau de l'aire de distribution de carburant ce qui est contraire aux consignes de sécurité.
<b>Observations :</b> L'exploitant adressera au Préfet de Meurthe-et-Moselle, les actions qu'il projette de mettre en œuvre pour rappeler que les consignes relatives à l'interdiction de fumer soient respectées ainsi que l'échéancier de réalisation de ces actions.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Aménagement et construction des appareils de distribution et de remplissage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 5.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Les flexibles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les flexibles de distribution ou de remplissage sont conformes à la norme en vigueur (pour l'aviation, les flexibles sont conformes aux dispositions prévues dans la norme spécifique en vigueur). Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Dans le cas des installations exploitées en libre-service, les flexibles autres que ceux présentant une grande longueur et destinés au transvasement de gazole et de carburants aviation sont équipés de dispositifs de manière à ce qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution.  Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation. Les appareils de distribution d'un débit inférieur à 4,8 mètres cubes par heure sont équipés d'un dispositif anti-arrachement du flexible de type raccord-cassant.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que le flexible du distributeur de carburant pour un usage interne (3,1 m³/h) a été modifié en 2019.
<b>Observations :</b> L'inspection n'a pas de remarque à formuler
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Récupération des vapeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions sont prises pour que les percements effectués, par exemple pour le passage de gaines électriques, ne permettent pas la transmission de vapeurs depuis les canalisations, réservoirs et matériels jusqu'aux locaux de l'installation.  Les installations, autres que les installations de chargement et déchargement en essence, susceptibles de dégager des vapeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs sont munis d'orifices obturables et accessibles (conformes aux dispositions de la norme NF X44-052) aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure.
<b>Constats :</b> L'exploitant informe qu'il n'est pas concerné par cette disposition dans la mesure où il ne stocke que du fioul, du gazole routier et du GNR et non de l'essence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/1995, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire de stationnement
<b>Prescription contrôlée :</b> Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs et indirects susceptible d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout, directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence de nombreuses zones de couleur noire (a priori des écoulements de carburants) au droit de la zone de stationnement des camions de l'exploitant laquelle ne dispose pas de couverture étanche.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit adresser les actions qu'il projette de mettre en œuvre pour éviter la pollution des sols sur les aires de parking et d'éliminer les terres souillées conformément à la réglementation des installations classées pour la protection l'environnement. Un échéancier de réalisation des actions retenues devra être adressé au Préfet de Meurthe-et-Moselle.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet